

Pour une réforme «juste et profonde» du système des Nations unies

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Onzième année - N° 3958 - Dimanche 28 août 2016 - Prix : 10 DA

Conférence de presse de Milovan Rajevac

«J'aimerais bien débiter par une victoire face au Lesotho»

Page 24

Programmes, période de cours, horaires, Bac...

Les réformes «2^e génération» pour «panser» l'école algérienne

Page 2

Nouria Benghebrit : un symbole malgré elle

Par Mohamed Habili

Nouria Benghebrit se dit s'attendre, contre elle-même et son secteur, à plus d'attaques que d'habitude de la part de ses détracteurs, et ce à partir de la prochaine rentrée scolaire, prévue pour le 4 septembre, en raison des échéances électorales de 2017. L'obligation de réserve qu'elle est tenue d'observer dans la position qui est la sienne l'a évidemment empêchée d'appeler par son nom le camp dont elle est la cible constante sinon unique dans l'équipe gouvernementale actuelle. Mais tout le monde aura compris que c'est des islamistes qu'il s'agit, qui ont en effet presque tout tenté pour la faire évincer mais sans y parvenir. Si ce courant politique lui en veut tout particulièrement, s'il travaille sans désespérer à sa déstabilisation, ne reculant devant rien pour ce faire, c'est moins pour sa politique scolaire, qui est celle de tout le gouvernement, que pour ce qu'elle représente aux yeux de ses militants et sympathisants. Une femme comme Nouria Benghebrit incarnant l'Education nationale, c'est pour eux l'image même de leur échec politique. Elle constitue pour eux la preuve vivante qu'ils ont perdu sur toute la ligne, c'est-à-dire jusqu'au domaine de l'Education d'où il y a maintenant des décennies ils sont partis à l'assaut du ciel. Celui-ci du moins aurait dû rester le bastion où ils auraient pu se retrancher à nouveau en attendant que le balancier de l'histoire en train de se faire reparte pour eux dans la bonne direction.

Suite en page 3

Rentrée politique

Le RDN en campagne, cafouillage au FLN



A quatre jours de la rentrée politique, en particulier pour les partis à l'instar du Rassemblement national démocratique et le Front de libération nationale.

Lire page 3

Une facture de 768 millions de dollars contre 2,4 milliards en 2015

L'importation de véhicules en baisse de 68%

Page 4

Cinq ans après leur dernier album «Rwayeh» Les Abranis reviennent avec «Asmekti»

Page 13

Programmes, période de cours, horaires, Bac...

Les réformes «2^e génération» pour «panser» l'école algérienne

■ Dès cette année scolaire, les réformes 2^e génération devraient commencer à se traduire par l'élaboration de nouveaux programmes d'enseignement, la réduction à 36 semaines de la période des cours, l'allègement du poids des cartables, la diminution du nombre d'élèves par classe et la limitation, de 5 à 3 jours, de la durée des épreuves du baccalauréat.

Par Meriem Benchaouia

Introduire une nouvelle réforme dans le système éducatif s'impose, aujourd'hui, sachant que le taux d'échec est de 30% et que 32% de nos élèves quittent l'école avant l'âge de 16 ans. Les programmes 2^e génération ont donc pour objectif de développer les facultés cognitives de l'élève. Le lancement de ces programmes ont été précédés par la formation des enseignants et des inspecteurs depuis avril 2015 en s'étalant sur 3 phases. Il faut préciser que c'est la commission nationale des programmes qui est chargée de mettre sur pied ces programmes, elle est composée de 200 experts algériens dans toutes les disciplines de l'enseignement. A cet effet, les livres destinés aux élèves de 1^{re} et de 2^e année primaire et 1^{re} année moyenne, tendent cette année, à multiplier les opportunités susceptibles de développer les compétences pédagogiques, selon l'Institut national de la recherche en éducation (INRE). L'objectif des nouveaux manuels prévus pour la prochaine rentrée scolaire 2016/2017 sera le développement des compétences selon une «vision uniformisée» où l'ensemble des matières se complètent, a déclaré le vice-président de la commission d'homologation et de validation à l'INRE, Bourenane Slimane. Il a précisé à ce propos, que cette «vision uniformisée» visait également à établir un lien entre les étapes d'enseignement sans rupture entre les années tout en se concentrant sur les acquis et les compétences à atteindre.



Ph/D. R.

Les élèves des classes de 1^{re} et de 2^e année primaire et ceux de 1^{re} année moyenne bénéficieront, à la prochaine rentrée, de nouveaux manuels qui leur permettront d'acquiescer des valeurs civilisationnelles inspirées de la Constitution algérienne dont la loi d'orientation de 2008 fait référence, a-t-il affirmé. Ainsi, le ministère de l'Éducation nationale met entre les mains de l'élève, 8 nouveaux manuels pour le palier primaire (1^{re} et 2^e années) avec un livre unique de «langue arabe, éducation islamique et éducation civique» et un autre pour les «mathématiques et sciences», a-t-il encore indiqué avant de rappeler que chaque livre sera assorti d'un cahier d'activités. Pour la 1^{re} année

moyenne, la tutelle met à la disposition de l'élève 11 nouveaux manuels à savoir langue arabe, mathématiques, un cahier d'activités pour la langue arabe, éducation civique, éducation islamique, français, sciences, technologie, histoire, géographie, un cahier d'activités pour les mathématiques, et un complément pour la géographie.

Unifier les compétences pédagogiques

D'autre part et pour ce qui est appelé livres de «deuxième génération», M. Bourenane a fait remarquer qu'il s'agissait d'une «relecture» ou d'une «reconception de la méthodologie qui, elle,

nécessite une autre pour expliquer sa philosophie». Il a souligné aussi que l'ancienne méthode élaborée en 2003, a été frappée du caractère d'«urgence» et éditée avant 2008, rappelant qu'elle n'a pas fait l'objet de révision en dépit de la promulgation de la loi sur l'orientation.

«Pour cette année, l'approche pédagogique reste inchangée en l'occurrence l'approche par compétence», a-t-il encore dit avant de relever que l'objectif étant «l'orientation et non l'enseignement en soi».

L'élève sera appelé cette année, à apprendre par lui-même à titre individuel ou collectif». Cette action, selon M. Bourenane, s'inscrit dans le cadre de l'«évaluation de la réfor-

me et non la révision comment pensent certains», estimant que la lecture des méthodes avait été entamée en 2011 et confirmée en 2014.

Autre nouveauté à la prochaine rentrée scolaire, le ministère de l'Éducation nationale prévoit la formation de l'ensemble des acteurs de l'éducation nationale afin de conférer davantage de «professionnalisme» au métier et de modernisation de la gestion pédagogique et administrative. L'enseignant pourra par conséquent, bénéficier d'un guide adapté au programme des manuels de «deuxième génération» outre le «tableau de bord» dont il sera doté afin de s'adapter à cette évolution, a-t-il poursuivi. **M. B.**

Booster une offre abondante

Le mouton de l'Aïd plus accessible

L'Aïd el-Kébir est déjà là avec ses senteurs et préparatifs. La preuve étant, à peine lui restait-il quelques jours, que l'on voit l'Algérien, un peu partout à travers les régions du pays s'adonner à son activité préférée liée à cette fête. Celle d'une quête effrénée pour trouver le bon mouton à sacrifier. Un rituel musulman célébré chaque année et dont l'ancrage social ne manque pas à la société algérienne. Cependant, tomber sur la bonne affaire, c'est-à-dire relier la qualité de la bête de sacrifice pour l'occasion, avec un prix raisonnable, reste pour des milliers de familles algériennes le tracas majeur à chaque venue de l'événement. A plus forte raison, que la flambée des prix de moutons ces dernières années n'a cessé de parler d'elle. En effet, l'acquisition l'année dernière par le citoyen d'un simple mouton à

qualité moyenne au prix de 35 000 DA et voir le prix du grand bélier se céder à 70 000 DA en dit beaucoup sur l'exorbitance du marché d'ovins. Un marché qui, souvent, est régi par une anarchie de revendeurs, squattant des espaces publics, au mépris de la loi. Par conséquent la spéculation qui en découle, déséquilibre fortement le marché de l'offre et de la demande qui, à son tour pénalise la bourse des citoyens. Néanmoins, pour cette année, les prix semblent nettement se stabiliser comparés à l'année précédente. Dans les grandes villes à l'image d'Alger ou d'Oran, des moutons de très bonne qualité ont été vendus entre 45 000 et 50 000 DA. «J'avoue que cette année, l'achat du mouton est plus accessible que d'habitude. A mon avis, au prix de 45 000 DA pour un bélier,

chaque famille, même modeste avec la cotisation de chacun, est en mesure de s'offrir une bête pour le sacrifice, sans pour autant mettre à mal son budget», a affirmé Houari, un père de famille oranais. Une baisse relative a été donc enregistrée par rapport à ce que l'acquéreur de mouton connaît à son habitude. Dans certaines villes à l'instar de Djelfa, la vente du mouton précédant l'Aïd n'a jamais connu des prix aussi bas au niveau des marchés hebdomadaires. Effectivement, les nombreux marchés hebdomadaires de bétail de la wilaya de Djelfa sont, ces jours-ci, le théâtre d'une activité commerciale précoce, très attractive. Un engouement d'acheteurs aiguisés par une importante offre de moutons, proposés à des prix quasi-bas. A titre d'exemple, le mouton d'une année, appelé localement

«Allouche» est cédé dans une fourchette allant de 15 à 25 000 DA, tandis que le «Theni» (ne dépassant pas deux ans) est proposé, quant à lui, entre 25 et 35 000 DA contre des prix allant de 35 à 45 000 DA en 2015. Quant au prix d'un bélier cornu, il varie cette année, entre 45 et 55 000 DA, alors qu'il n'était jamais cédé à moins de 50 000 DA. Un fait rassurant qui permet peut-être d'élargir le nombre de personnes pouvant se permettre un mouton pour la fête de l'Aïd el-Kébir ; toutefois le cas est exceptionnel concernant la région. Pour cause, on reconnaît même un certain refroidissement cette année par rapport aux moutons vendus à des prix chauds, auparavant, il en demeure pas moins que ces derniers restent insuffisants pour être à la portée de tous et ce au niveau du pays. Par ailleurs, des

mesures ont été annoncées dernièrement par la tutelle pour réguler davantage le marché du mouton. A ce propos, rappelons qu'en vue de mettre un terme à l'absence de contrôle de ces marchés spéculatifs, le ministère de l'Agriculture, a décidé d'aménager des espaces de vente de bétail afin de permettre aux éleveurs de vendre directement aux consommateurs et mettre ainsi fin aux intermédiaires et à la spéculation. En somme, si la baisse relative des prix du mouton soulage un tant soit peu les familles, toutefois, ces dernières restent hantées par le spectre d'une éventuelle hausse soudaine des prix compte tenu de l'instabilité du marché. **Yacine Djadel**

Rentrée politique

Le RDN en campagne, cafouillage au FLN

■ Plus que quatre jours pour la rentrée politique, en particulier pour les partis à l'instar du Rassemblement national démocratique et le Front de libération nationale.

Par Nacera Chennafi

Acet effet, Ouyahia est attendu dans plusieurs wilayas alors que pour l'ex-parti unique, le cafouillage règne sur l'agenda de Amar Saadani. Dans le cadre de la reprise de l'activité politique de son parti, le secrétaire général du RND, Ahmed Ouyahia a convoqué une réunion du bureau politique pour vendredi 2 septembre. L'homme qui occupe aussi le poste de ministre d'Etat, chef de cabinet de la Présidence de la République, consacra les week-ends pour son parti. La dernière activité d'Ahmed Ouyahia remonte au 16 juillet dernier en prononçant un discours à l'occasion de l'université d'été de l'Union générale des étudiants algériens à Oran. Le Sg du RND avait tenu aussi deux rencontres avec les militants loin des médias, durant le mois de ramadhan et à travers sa page facebook, il avait soutenu l'application de la peine de mort aux kidnappeurs et assassins d'enfants. Le parti qui était en congé s'est contenté de quelques communiqués, le premier est le soutien des décisions prises dans le dernier Conseil des ministres, qui avait notamment vu la validation du projet de loi relatif à la retraite qui est toujours un sujet de protestation de la part des travailleurs et syndicats en attendant la fixation de la liste des métiers pénibles qui continueront de bénéficier de la retraite



Ph/DK

anticipée. Un autre sujet aussi de polémique soutenu par le RND est la fixation de la liste des hautes fonctions de l'Etat interdites aux binationaux. Le texte sera soumis au Parlement dans sa prochaine session et une dualité entre le FLN et le RND est attendue sur cette question. Le RND reste parmi les partis qui ne favorisent pas les universités d'été. A cet effet, ce sera le retour aux réunions de conférences de wilayas auxquelles assistera le Sg du parti, Ahmed Ouyahia qui rassurera les militants sur la participation du parti aux prochaines élections législatives et locales. Il est à noter que le Sg du RND fait face à un retour de la protestation de la part de ses opposants

après une trêve. Un retour qui serait motivé par les enjeux des prochaines législatives, car ses opposants n'auront aucune chance de se positionner sur les listes du parti du fait qu'ils ne figurent plus dans la composante du conseil national du parti depuis le dernier congrès qui a pris la qualité de congrès ordinaire au lieu d'un rendez-vous extraordinaire. Lors de son congrès, Ouyahia n'avait pas caché ses ambitions et celles de son parti pour les prochaines élections. Pour rappel, lors des législatives du 10 mai 2012, le RND a échoué dans 15 wilayas et lors du renouvellement partiel des membres du conseil de wilaya, le parti a échoué dans 14 wilayas. Pour la

présidente de l'Unfa, Nouria Hafsi, qui reste l'éternelle opposante d'Ouyahia depuis les législatives 2012, selon elle le dernier congrès du parti qui a vu l'élection d'Ahmed Ouyahia est «illégal», soulignant qu'il y a eu le recours à «la désignation» des congressistes et des responsables du parti au lieu d'une élection démocratique. Du côté du Front de libération nationale, rien n'est encore clair sur l'agenda du secrétaire général du parti, Amar Saadani après une longue absence et un silence qui ont laissé place à la montée de ses opposants traditionnels, à savoir, le groupe Belayat et l'ex-chef du groupe parlementaire, Layachi Daadoua. Et les nouveaux opposants, en l'occurrence des moudjahidine qui n'ont pas la qualité de militants encadrés dans les structures actuelles du parti mais se sont regroupés pour lancer un appel pour sauver le parti. Saadani avait promis à travers les colonnes du quotidien «*Ennahar*» de parler en septembre et le porte-parole du parti, Hocine Kheldoune, avait déclaré que le FLN accompagnera le gouvernement pour assurer une rentrée politique calme tout en soulignant que le Sg du FLN entamera sa rentrée politique par des consignes aux parlementaires. Il est à noter que concernant les législatives et les locales de 2017, une opération d'évaluation des élus sera lancée début septembre.

N. C.

Messahel à Nairobi

Pour une réforme «juste et profonde» du système des Nations unies

Intervenant à l'ouverture de la 6^e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD), le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, Abdelkader Messahel, représentant du Président Bouteflika, a mis l'accent sur la nécessité, pour les pays du continent africain, de plaider ensemble pour une réforme «juste et profonde» du système des Nations unies, en particulier son Conseil de sécurité. «A ce titre, poursuivra-t-il nous avons grandement besoin de l'appui du Japon, à l'instar des autres partenaires de l'Afrique, à notre revendication légitime et fondamentale visant à corriger une injustice historique, en appelant à une représentation équitable au sein du Conseil de sécurité, telle que clairement définie dans le consensus d'Ezulwini». Et d'appeler pour une mutualisation des «efforts (africains) pour plaider en vue d'une plus grande démocratisation des institutions financières internationales dont les décisions, engageant une grande partie de l'humanité, lui échappent».

Un «transfert réel de technologies» condition sine qua non du développement

En outre, Messahel, a plaidé en faveur d'un «transfert réel de technologies» devant permettre à l'Afrique de développer son potentiel industriel de transformation de ses ressources naturelles. Et de préciser à ce propos que le développement du potentiel de transformation des ressources naturelles du

continent africain vise à «garantir une forte valeur ajoutée, créer de l'emploi et générer des richesses». L'Afrique souhaite qu'il soit tenu compte de son ambition d'être un espace économique dynamique pouvant participer activement à l'essor de l'économie mondiale et de ne plus être perçue comme un continent réduit au rôle de simple réservoir de matières premières et de marché commercial et de consommation, a-t-il martelé. Selon lui, la participation du Japon dans l'effort de développement de l'Afrique «pourrait intervenir, notamment à travers le financement et la réalisation de projets d'infrastructures nationaux et régionaux structurants tels que définis comme priorités par les chefs d'Etat et de gouvernement africains dans la stratégie en matière d'infrastructures». Aussi, a-t-il rappelé que des projets d'envergure continentale sont soit en cours de finalisation, à l'instar de la route transsaharienne Alger-Lagos, soit dans une phase de maturation avancée comme le gazoduc Nigeria-Algérie et la fibre optique Alger-Abuja, pour lesquels le Japon pourrait apporter sa «précieuse contribution». Face au fléau du terrorisme international, Messahel a appelé à la mobilisation accrue au niveau international «en vue de s'attaquer à ses causes profondes à travers, notamment le tarissement de ses sources de financement et l'adoption de stratégies globales de déradicalisation». Rappelant dans ce sillage que l'Algérie abritera, en septembre prochain, une conférence internationale sur «la démocratie comme vecteur de déradicalisation».

L'Algérie pour le renforcement de la Ticad

Le ministre a souligné que l'Algérie souhaite, à cet effet, «la prise en compte d'un certain nombre de principes directeurs pouvant renforcer le processus de la TICAD, en vue de lui faire franchir une «étape qualitative» et lui conférer, dans le même temps, «toute sa dimension stratégique». Il a cité, dans ce cadre, «l'implication effective de l'ensemble des coorganisateur et partenaires de manière égale et inclusive», «la prise en compte de l'agenda africain de développement 2063 avec une répartition équilibrée des projets et programmes de développement sur l'ensemble des sous-régions du continent» et «le renforcement des mécanismes de coordination, de suivi et d'évaluation» mis en place pour adapter cette coopération à la stratégie définie en matière de développement par l'Union africaine. Pour les chefs d'Etat et autres représentants présents à la Ticad, les principaux axes de travail s'articulent autour de l'industrialisation de l'Afrique, l'amélioration des soins de santé ainsi que la stabilité d'un continent miné par de nombreuses crises. Organisée conjointement par l'ONU, l'Union africaine, la Banque mondiale et le Japon, la Ticad est une opportunité pour l'Afrique d'attirer des capitaux japonais pour accélérer son développement. Elle est pour Tokyo le moyen de consolider sa position sur le marché africain, notamment en démarquant son offre de celle de son encombrant voisin chinois.

Lynda Naili/APS

LA QUESTION DU JOUR

Nouria Benghebrit : un symbole malgré elle

suite de la page Une

L'espèce de guérilla qu'ils mènent sans discontinuer contre la ministre de l'Education, qui à leurs yeux cumule deux fautes, l'une aggravant l'autre, d'être une femme et de ne pas être des leurs, va en effet s'exacerber à l'approche d'échéances électorales s'annonçant mal pour eux. Passe encore si elle n'était que femme, mais qu'elle soit femme sans être des leurs, une islamiste, voilà qu'ils jugent tout à fait intolérable. Ce n'est pas pour ce qu'elle est qu'ils travaillent à sa perte, mais pour ce qu'elle symbolise: leur faillite politique. Pour bien comprendre leur état d'esprit, il faut peut-être imaginer que ce soit un courant de gauche qui ait mené une offensive pour s'emparer du pouvoir, comme ce fut le cas des islamistes à partir des années 1980, et qu'il n'y soit pas parvenu lui non plus. Son premier réflexe aurait été lui aussi dans la phase de reflux de conserver le moins certaines positions fortes, dans le domaine syndical entre autres, d'où il aurait amorcé sa montée en puissance, et d'où il pourrait un jour repartir à l'offensive. On comprend aisément que l'idée que même dans le monde du travail il a été détrôné par d'autres forces politiques lui soit un cauchemar, et qu'il veuille la démentir, en menant par exemple campagne contre le ou les courants politiques qui se sont substitués à lui dans un domaine où il avait régné en maître. C'est exactement l'état d'esprit dans lequel se trouvent aujourd'hui les islamistes dans la diversité de leurs tendances. La rumeur qu'ils font circuler suivant laquelle la ministre médite de faire sauter l'éducation islamique des épreuves du baccalauréat vise deux buts à la fois : à mobiliser de larges secteurs de la société contre elle d'une part, dans la perspective notamment des élections de 2017, mais de l'autre à empêcher que ce cauchemar se réalise, et que du même coup c'en soit définitivement fini d'eux. Mobiliser contre Benghebrit, c'est là en fait tout ce qu'il leur reste, le seul combat qu'ils puissent encore mener avec des chances de l'emporter. Ils continuent d'espérer que le gouvernement finisse par la leur sacrifier sur l'autel du «front intérieur», qu'il faudrait renforcer par ces temps incertains. Ainsi donc, leur fixation de mauvais aloi sur Nouria Benghebrit ne peut que s'envenimer à l'approche des élections de 2017.

M. H.

Une facture de 768 millions de dollars contre 2,4 milliards en 2015

L'importation de véhicules en baisse de 68%

■ La facture d'importation des véhicules a reculé à 768 millions de dollars (usd) durant les sept premiers mois de 2016 contre 2,4 milliards (mds) usd durant la même période de 2015, soit une baisse de 68% estimée à 1,63 mds usd. Ce sont des chiffres donnés hier par le CNIS, Centre national des statistiques des Douanes.

Par Lynda N.

Ainsi, s'agissant des quantités importées, le CNIS a fait savoir qu'elles ont chuté de 73,74% avec 53 356 véhicules importés entre début janvier et fin juillet 2016, contre 203 174 unités durant la même période en 2015, soit 149 818 véhicules de moins.

Concernant les parties et accessoires des véhicules automobiles, la facture d'importation a été de 229,92 millions usd contre 239,48 millions usd soit un recul de 4%, a précisé la même source. Fixé initialement à 152 000 unités pour l'année 2016, le contingent quantitatif d'importation des véhicules a été finalement réduit à 83 000 unités. Le contingent des véhicules concerne ceux destinés au transport de dix personnes ou plus (chauffeur inclus), les véhicules de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport des personnes y compris les voitures de type «break» et les voitures de course, et les véhicules dédiés au transport de marchandises.

Les engins tels que les camions et tracteurs que certains professionnels importent pour le fonctionnement de leur

entreprise ne sont pas concernés par le dispositif des licences.

Selon les prévisions du ministère du Commerce, la facture d'importation des véhicules ne dépassera pas un milliard usd en 2016, contre 3,14 milliards usd (265 523 véhicules) en 2015 et 5,7 milliards de dollars en 2014 (417 913 voitures).

Pour rappel, en mai dernier, sur 80 concessionnaires ayant formulé des licences d'importation des véhicules seules 40 ont été attribuées. L'octroi des licences, le gouvernement a exigé des concessionnaires d'engager des investissements dans le secteur des véhicules et les filières industrielles annexes.

Lors d'une visite en juin dernier à Tiaret, le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, avait rappelé l'obligation de tous les concessionnaires automobiles d'investir localement, sans quoi la licence d'importation leur sera retirée en 2017.

Dans le sillage de la chute des prix de pétrole, le gouvernement a décidé de plafonner certaines importations à travers la mise en œuvre du régime des licences d'importation. Jusqu'à présent, les produits concernés sont les véhicules, le ciment portland gris, le rond à béton et certains produits agricoles.



P.V.D. R.

Les véhicules français en tête du podium

Sur un total représentant 53 356 véhicules importés à hauteur de 230 174 millions de dollars, et par concessionnaires, les françaises viennent en tête de liste. La marque du Losange occupe ainsi le premier rang avec 19 058 véhicules importés pour un montant de 19058 mil-

lions de dollars. La marque du Lion vient en seconde position avec 19 058 véhicules pour 94 millions de dollars. Sovac Algérie se met en troisième place avec 5 718 véhicules importés pour une facture de 18 017 millions de dollars. En quatrième place se positionne Kia Motors Algérie avec 3 329 véhicules importés à hauteur de 11 963. Puis s'en suivront dans l'ordre de véhicules

importés les marques suivantes : Nissan Motors Algérie, GM Trade, Elsecom, Toyota Algérie, Hyundai Motor, GM Trade, Elsecom, Toyota Algérie, Hyundai Motors, Saida, Ival, Cima, Emin Auto, GBR Auto, GMS, FAW Motors, Famoval, VEDIS, Falcon Motors, Midi Negoce, Burgan, Jamal, Prox4, Diamal et enfin KIV.

L. N.

Saison estivale à Béjaïa

13 noyades enregistrées depuis le début de l'été

La mer a fait 13 morts depuis le début de la saison estivale à Béjaïa, soit le 1^{er} juin. «Le nombre de noyés dénombrés depuis l'entame de la saison estivale (du 1^{er} juin au 24 août 2016) s'élève à 13 personnes», a souligné la Protection civile dans un communiqué de presse qui nous a été transmis à la fin de la semaine écoulée, indiquant au passage que l'une des victimes a trouvé la mort «suite à une chute accidentelle en mer (un jeune originaire de la wilaya de Biskra qui était sur un rocher pour une prise de photo à Tichy)». Et de

préciser que les victimes sont toutes de sexe masculin, âgé de 17 à 50 ans et sont issus: 03 de Béjaïa, 03 de Sétif, 01 Zimbabwéenne, 01 de Tébessa, 01 de Tizi-Ouzou, 01 de Khenchela, 01 de Souk-Ahras, 01 de Biskra (chute accidentelle) et enfin 01 victime non identifiée (cadavre en état de décomposition). Le 13^e noyé victime a disparu vers 10h aux alentours de la même plage en l'occurrence le lieu-dit (zone non surveillée - face décharge d'Aokas», souligne-t-on. La victime, un jeune de Sétif âgé de 24 ans répond aux

initiales de M. Djamel. «Nos secours composés d'une ambulance, d'un VL de commandement, d'une embarcation légère de type Zodiac sont intervenus pour porter secours à la victime». L'opération de recherche avait été conduite par l'officier chef de plongée, secondé par son adjoint chef de secteur Est, 04 plongeurs autonomes et 04 agents, indique-t-on. Les principales causes des noyades, selon la Protection civile, sont dues au non-respect des consignes de sécurité et l'état de déchaînement de la mer (fanion rouge).

S'agissant de la fréquentation des plages, le bilan de la Protection civile fait état de 6 700 000 estivants ayant fréquenté les 34 plages du 1^{er} juin au 23 août. Par ailleurs, le dispositif de surveillance des plages et de baignades est intervenu 6 939 dont 4 336 fois pour sauver des personnes de tous âges d'une noyade, 2 137 personnes, soignées sur place pour diverses causes, 195 personnes ont été évacuées vers les différentes structures sanitaires et 147 ont été sauvées, à bord d'embarcations.

Hocine Cherfa

Béjaïa étant la plus touchée

Les feux de forêt ont envahi 1 238 ha en une semaine

Un total de 1 238 hectares (ha) ont été envahis par les feux dans 348 foyers d'incendies enregistrés entre le 18 et le 24 août à travers le pays, soit une moyenne de 50 foyers par jour, selon le dernier bilan de la Direction générale des forêts (DGF). Sur cette superficie totale, les incendies ont parcouru 687 ha de forêt, 234 ha de maquis et 317 ha de broussaille, précise le bilan. Ainsi, la superficie totale parcourue par 1 834 foyers d'incendies depuis le 1^{er} juin atteint 9 793 ha, à raison de 22 foyers par jour et de 5ha par foyer. Ces incendies ont parcouru, depuis le 1^{er} juin, 3 906 ha de forêt, 2 660 ha de maquis et 3 227 ha de broussaille, précise le bilan. En 2015, il avait été enregistré, durant la même

période de comparaison, 1 742 foyers d'incendies ayant parcouru une superficie totale de

12 016 ha dont 5 141 ha en forêts. La wilaya de Béjaïa a été la plus touchée par les feux

depuis le 1^{er} juin (1 909 ha ravagés), suivie de Sidi Bel-Abbès (1 396 ha), Jijel (685 ha),

Boumerdès (633 ha), Souk Ahras (560 ha), Tlemcen (486 ha), Tizi Ouzou (470 ha), El Tarf (425 ha), Médéa (377 ha) et Blida (373 ha). Par région, l'Est du pays vient en tête avec 4 743 ha touchés, suivi du Centre (2 771 ha) et de l'Ouest (2 279 ha). Le dispositif de prévention et de lutte contre les incendies, mis en place depuis le 1^{er} juin 2016, sera maintenu jusqu'à la fin de la campagne, prévue le 31 octobre prochain. La DGF appelle enfin les citoyens, notamment les populations riveraines, à observer plus de vigilance et d'apporter leur contribution sur le plan de l'alerte et de la prévention, eu égard aux risques persistants durant cette période.

A. S.

Charte universitaire, conseil d'éthique et de déontologie...

L'UNEA prête à un «dialogue permanent» au sein de l'Université

L'Union nationale des étudiants algériens (UNEA) a fait part jeudi de sa «disponibilité permanente» au dialogue au sein de l'université pour le règlement de toutes les questions et à se constituer comme force de proposition afin de promouvoir l'Université algérienne. L'«UNEA est disposée à engager un dialogue permanent au sein de l'université pour le règlement de toutes les questions et appelle à l'application de la charte universitaire comme principale revendication» mais aussi à «relancer le conseil d'éthique et de déontologie universitaire eu égard à son rôle majeur», a indiqué le communiqué final de l'université d'été de cette organisation tenue à Boumerdès du 16 au 22 août 2016. L'UNEA réitère, en outre, sa disponibilité à se constituer comme force de proposition représentative des étudiants afin de promouvoir l'université algérienne en tant que centre de rayonnement national, ajoute le communiqué. L'université algérienne a évolué en termes de nombre d'étudiants et d'enseignants, de cartographie, de formation et capacités d'accueil, estiment les participants soulignant que par souci d'assurer la prise en charge du nombre important d'étudiants, l'université algérienne a reculé en matière de formation de qualité qui devrait constituer la principale préoccupation des responsables du secteur mais aussi afin que la formation soit en adéquation avec le développement technologique. L'Union a appelé le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique à honorer son engagement concernant la tenue d'une conférence nationale sur les services universitaires avec la participation de toutes les parties.

Conférence internationale de Tokyo à Nairobi

Le marché africain appâte le Japon

■ Le Ticad, la conférence internationale de Tokyo pour le développement de l'Afrique, se tient depuis hier pour deux jours à Nairobi, au Kenya. Une première fois sur ce continent. Une quarantaine de dirigeants africains dont Abdelkader Messahel représente le président Bouteflika, des représentants de l'ONU, l'Union africaine et la Banque mondiale, mais également plus de 600 entreprises japonaises.



Ph. > D. R.

Par Lynda Naili/Agences

Si le développement du continent, en vue d'attirer des capitaux japonais, occupe la place majeure de cette conférence internationale, pour le monde des affaires elle constitue une opportunité pour Tokyo de consolider sa position sur le marché africain. En effet, plus de 600 entreprises japonaises participent à cette conférence internationale qui s'achève aujourd'hui,

aux côtés d'une trentaine de chefs d'Etat et de ministres. Avec l'engagement du Japon à investir 30 milliards de dollars soit 27 milliards d'euros en Afrique sur les trois prochaines années, les entreprises japonaises devraient superviser la signature de plus de 70 protocoles divers et accords commerciaux entre le Japon et l'Afrique. «Je m'attends à ce que la somme s'élève à 30 milliards de dollars», a déclaré le Premier ministre japonais, Shinzo Abe à l'ouverture de la

Ticad, précisant qu'il s'agit d'investissements publics et privés. Les 30 milliards de dollars promis par le Japon incluent de nouveaux engagements à hauteur de 21 milliards de dollars ainsi que 9 milliards de dollars provenant de la précédente promesse d'investissements, prononcée trois ans plus tôt lors de la cinquième édition de la Ticad, a expliqué un porte-parole du gouvernement japonais, Yasuhisa Kawamura. Le Japon, soumis à un recul de ses exportations

mondiales et au vieillissement de sa population veut s'ouvrir aux marchés africains. De ce fait, plus qu'un rendez-vous diplomatique, cette conférence internationale est aussi une opportunité pour le monde de l'entreprise particulièrement celles spécialisées dans les secteurs des infrastructures, des matières premières, de l'automobile et de l'agriculture. A ce propos, il est à souligner que le choix du Kenya pour accueillir la Ticad n'a rien d'anodin en ce sens où la coopération est forte entre le Kenya et le Japon qui s'échangent matières premières contre biens de haute technologies. Et pour cause, faut-il rappeler que c'est au Kenya que s'est ouverte la plus grande usine d'assemblage de motos Honda en Afrique. Le Kenya est également «le quartier africain» des opérateurs économiques nippons où sont installées des agences du commerce et de la coopération. Ceci étant, même si de prime abord la Chine, de par sa présence économique en Afrique demeure encore le premier partenaire commercial du continent, le Japon ne désarme pas pour autant et entend défendre ses intérêts en Afrique, argument à l'appui : la qualité supérieure de sa production par rapport à sa concurrente. L. N.

Pour la première fois

La Russie bientôt leader sur le marché mondial du blé

Grâce à des récoltes inédites, la Russie a des chances de devenir pour la première fois le plus grand exportateur de blé, écartant de l'avant-scène de ce marché l'Union européenne et les Etats-Unis. Cette année, la Russie récoltera environ 70 millions de tonnes de blé. Ces récoltes record permettront au pays d'en vendre sur les marchés extérieurs près de 30 millions de tonnes, devançant ainsi tous les autres

concurrents, rapporte le journal «Financial Times». «Les récoltes sont vraiment impressionnantes», estime Amy Reynolds, économiste au sein du Conseil international des céréales. La région de la mer Noire, où l'Etat russe est le plus grand exportateur, a toujours eu du poids sur le marché international du blé. Actuellement, son importance continue à croître, beaucoup de pays africains et des pays du Golfe renonçant aux

livraisons américaines et australiennes, ajoute l'auteur de l'article.

La Russie dépasse les Etats-Unis en termes d'exportations de blé

Outre les récoltes, la baisse des prix sur le transport de fret favorise Moscou, indique la source. Grâce à ce facteur, des pays tels que l'Afrique du Sud et le

Mexique pourraient passer aux céréales russes. D'ailleurs, les concurrents de la Russie ne sont pas à envier. Leader de l'année 2015, l'Union européenne a cédé ses positions suite à une brusque baisse du volume de production en France. Quant aux fermiers américains, ces dernières années, ils n'ont pas cessé de perdre leurs positions sur le marché du blé, conclut l'auteur de l'article. A. S.

Désormais une vitrine pour la technologie française

Alstom vend pour la première fois ses «TGV» aux Etats-Unis

Alstom a annoncé avant-hier avoir décroché un contrat historique d'1,8 milliard d'euros pour vendre ses «TGV» aux Etats-Unis, pénétrant un marché important au moment où la construction de lignes à grande vitesse est en forte croissance au niveau mondial.

La compagnie ferroviaire américaine Amtrak a commandé au groupe français 28 trains de nouvelle génération pour remplacer ses rames en service depuis 2000 et fabriquées par le consortium Bombardier - Alstom. Ce dernier ne détenait toutefois que 25% de la coentreprise.

Ces «TGV» nouvelle génération vont relier Boston et Washington, la capitale fédérale, via New York et Philadelphie, couvrant une distance de 730 kilomètres (km). L'objectif affiché d'Amtrak est d'«augmenter la capaci-

té de transport des voyageurs, de diminuer les temps de trajet et optimiser les frais d'exploitation». Le nombre de voyageurs sur cette unique ligne à grande vitesse aux Etats-Unis était de 3,5 millions en 2014, d'après Alstom. «Cette région entre Boston et Washington est habitée par un Américain sur sept», a rappelé le vice-président américain Joe Biden qui a annoncé à Wilmington (Delaware) cet investissement pour Amtrak.

Le nouveau train pourra transporter jusqu'à 35% de passagers en plus comparé à son prédécesseur. Dans un premier temps, sa vitesse sera de 257 km/h et pourra atteindre par la suite les 300 km/h. Actuellement, il faut 2h45 minutes pour relier les villes de New York et Washington, éloignées de 350 km environ (220 miles). Par comparaison, le TGV français met 1h55 pour

un trajet Paris-Lyon de 425 km. «Les trains à grande vitesse d'Alstom, que nous avons appelés Avelia, sont les trains les plus avancés, les plus fiables et les plus sûrs au monde», assure Jérôme Wallut, vice-président d'Alstom Amérique du Nord. Ce contrat arrive à point nommé pour le groupe français, qui cherche à augmenter son activité près d'un an après la cession pour 9,7 milliards d'euros de son pôle énergie au conglomérat américain General Electric (GE). Il pourrait lui servir de tremplin pour vendre sa technologie à d'autres Etats américains tels que la Californie qui construit depuis 2015 une ligne à grande vitesse devant relier San Francisco à Los Angeles prévue pour 2020. Ce contrat américain est une vitrine pour la technologie française, commercialisée depuis 1981 et modernisée depuis. Agences

En dépit des incertitudes du Brexit et de la menace terroriste

La confiance des consommateurs allemands devrait remonter en septembre

LA CONFIANCE des consommateurs allemands devrait augmenter en septembre, avec un indicateur estimé à 10,2 points, contre une valeur de 10,0 en août, a indiqué le groupe de recherche sur les marchés GfK. Selon GfK, les revenus projetés et la tendance des ménages à consommer vont en s'améliorant, tandis que les perspectives économiques subissent une légère baisse. «La confiance des consommateurs a démontré qu'elle était parfaitement capable de résister à la recrudescence des incertitudes globales causées par le Brexit et par une peur accrue du terrorisme, notamment après les attaques survenues en Bavière», a déclaré Rolf Buerkl, un analyste de GfK. Le rapport a également souligné que la demande domestique restait un des principaux piliers de la croissance. L'étude sur la confiance des consommateurs de GfK est régulièrement publiée depuis 1980. Ses conclusions se basent sur des entretiens conduits chaque mois auprès de 2 000 consommateurs au nom de la Commission européenne, l'instance exécutive de l'Union européenne.

Prélude à une expansion de la coopération économique Cuba et la Chine signent de nouveaux accords

CUBA et la Chine ont signé vendredi de nouveaux accords de coopération bilatérale dans de nombreux domaines. Zhang Xiangchen, représentant adjoint au commerce international du ministère chinois du Commerce, et Rodrigo Malmierca, ministre cubain du Commerce et des Investissements étrangers, ont signé les documents concernant des projets communs dans les secteurs des télécommunications, de l'industrie et des ressources hydriques.

«Nous avons passé en revue les avancées accomplies dans le cadre de nos relations et planifié notre coopération économique pour l'avenir», a déclaré M. Zhang après la cérémonie de signature, cité par l'agence Chine-Nouvelle vendredi soir. Pour sa part, M. Malmierca a indiqué que ces accords pourraient être le prélude à une expansion de la coopération économique entre les deux pays. «Les investissements chinois sont en train de s'épanouir à Cuba et nous partageons une vision stratégique commune du futur», a-t-il poursuivi. La Chine est la deuxième plus important partenaire commercial de Cuba. Les entreprises chinoises ont participé à de nombreux projets communs, contribuant au développement économique et social de l'île.

Emploi à Souk Ahras

Le placement des demandeurs avant la fin de l'année

■ L'antenne de Souk Ahras de l'Agence nationale de l'emploi (Anem) envisage le placement de pas moins de 5 900 demandeurs d'emploi avant la fin de l'année en cours, a-t-on appris du directeur de cette structure, Abderezak Maazouz.

Ph. > D. R.



Par Ilham N.

Le responsable a précisé que 4 300 postes d'emploi seront générés dans le cadre du système classique alors que 1 100 autres postes seront créés via le dispositif d'aide d'insertion professionnelle (DAIP) et 500 autres placements seront effectués au titre des contrats de travail aidé (CTA). Dans le but de déterminer les besoins du marché en main d'œuvre, la prospection de l'Anem se dirige vers les entreprises économiques dans les divers secteurs d'activités a indiqué M. Maazouz, précisant qu'au cours de ces visites les gérants des entreprises sont sensibilisés quant aux privilèges fiscaux et autres octroyés pour les unités œuvrant à accorder des postes de travail.

Les visites effectuées par les services de l'Agence de l'emploi aux exploitations et entreprises agricoles, privées et publiques, de la wilaya de Souk Ahras ont permis le placement de 980 demandeurs d'emploi dans le secteur agricole et ce en collaboration avec les services agricoles et ceux des centres de formation professionnelle selon la même source. Ces sorties professionnelles ont également été mises à profit pour désigner les spéciali-

tés et filières agricoles en mesure de créer des postes d'emplois, a-t-on noté, détaillant que 80 % des emplacements effectués dans le secteur agricole étaient au niveau de l'Entreprise régionale de génie rurale (ERGR) avec pas moins de 776 postes d'emploi, dans les spécialités du jardinage et l'entretien des espaces verts notamment. Par ailleurs, le même responsable a souligné l'annulation récemment de 90 contrats de travail attribués illégalement dans le cadre du dispositif DAIP.

I. N./APS

Bouira Attribution de logements publics locatifs à Souk Lekhmiss

QUARANTE logements publics locatifs (LPL), réalisés dans le cadre du programme quinquennal 2010-2014, ont été attribués dans la commune de Souk Lekhmiss, à l'ouest de Bouira, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. La cérémonie de remise des clés a été marquée par une ambiance festive les familles bénéficiaires ont tenu à exprimer leur joie. Selon le chef de la daïra de Souk Lekhmiss, la même commune a bénéficié d'un autre lot de 130 LPL, actuellement en cours de concrétisation, et ce parallèlement à 2 500 aides à la construction rurale, attribuées au titre du même quinquennal 2010-2004.

R.R.

Adrar Départ du premier groupe de hadjis vers les Lieux saints de l'Islam

LE PREMIER groupe de hadjis, s'est envolé de l'aéroport Sidi Mohamed Belkebir d'Adrar en direction de Médine, en Arabie saoudite, pour accomplir le cinquième pilier de l'Islam. Composé de 296 passagers, ce groupe de hadji a été transporté en deux vols de départ, programmés par la compagnie nationale de transport aérien «Air-Algérie», via l'aéroport international Ahmed-Benbella d'Oran, ont indiqué les responsables de la délégation d'Air-Algérie à Adrar. Au total, 619 hadjis de la wilaya seront transportés en direction des lieux Saints de l'Islam. Le second groupe, composé de 295 hadjis, s'embarquera jeudi prochain en deux vols à partir des aéroports Sidi Mohamed Belkebir d'Adrar et du Gourara (Timimoune), alors que le troisième contingent (28 hadjis), s'envolera à partir d'Adrar, a-t-on fait savoir de même source. Les services de la wilaya ont pris, avec le concours du secteur des affaires religieuses et des waqfs, toutes les dispositions nécessaires pour le transport des hadjis, ainsi que l'organisation des rencontres de sensibilisation sur les conditions du rituel du Hadj.

S.H.

Cheffia / El Tarf

Des centaines de foyers raccordés au gaz de ville

Pas moins de 697 foyers localisés dans la commune de Cheffia, wilaya d'El Tarf, ont été raccordés au réseau du gaz naturel. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la deuxième phase du programme quinquennal 2010-2014, a indiqué la secrétaire générale de la wilaya, M^{me} Zoubeida Ouinez, au cours de la cérémonie de mise en service du gaz au profit des familles bénéficiaires. Elle a ajouté que des projets imposants en matière de raccordement au réseau de gaz naturel

sont en cours de concrétisation dans la wilaya d'El Tarf, soulignant l'apport de ces projets dans l'amélioration des conditions de vie de milliers de familles à travers les communes de la wilaya. Selon les services de la société de distribution du gaz et électricité Est, SDE-El Tarf, d'autres travaux similaires sont en cours pour le raccordement des communes de Zitouna, El Aoune et Berrihane, ce qui permettra à quelques 2 000 foyers de bénéficier prochainement de cette précieuse énergie.

L'ensemble des chefs lieu des communes seront raccordés au réseau de gaz de ville après l'achèvement des projets retenus en faveur des communes de Hammam Beni Salah, Oued Zitouna, Raml Essouk et Bougous, a-t-on encore soutenu. Des actions similaires sont, par ailleurs, prévues, dans le cadre du raccordement de groupements secondaires relevant de la commune de Cheffia, a-t-on ajouté.

Ali O./agences

Saïda

Des jeunes artisans bénéficient de locaux

Quelque 38 jeunes artisans de la ville de Saïda ont bénéficié de locaux commerciaux pour exercer leurs activités, a-t-on appris auprès de l'Assemblée populaire communale du chef-lieu de wilaya. Le chef de la commission économique et financière de l'APC, Miloud Ghabi a souligné, que ces jeunes artisans bénéficiaires comptent les

1 000 demandeurs ayant déposé un dossier au niveau des services communaux. Ils ont bénéficié de ces locaux, réalisés dans le cadre du programme du président de la République, et situés à Hai Salem pour exercer leurs métiers liés notamment à la coiffure, à la confection des gâteaux et à la couture. Les bénéficiaires ont un délai de 3

mois pour lancer leurs activités dans ces locaux, faute de quoi les affectations seront annulées, a-t-on ajouté. Cette opération, menée par les services communaux de Saïda, vise à encourager des jeunes à exercer leurs métiers, à générer des emplois et à créer une dynamique commerciale au niveau du quartier populaire de Hai Salem. Par ailleurs,

la commission économique et financière de la même APC a recensé 42 locaux vides à travers des cités des oliviers, Saïda, El Bordj et Dahr Chih. Les décisions d'attribution seront résiliées et les locaux seront réaffectés à d'autres jeunes artisans, a-t-on ajouté.

S.H.

Aquaculture à Oran

Ouverture de deux nouvelles classes

Deux nouvelles classes dédiées à l'aquaculture seront ouvertes au niveau de l'institut de technologie de la pêche et de l'aquaculture (ITPA) d'Oran, pour la rentrée prochaine 2016-2017, a-t-on appris jeudi de la direction de cet établissement. Ces nouvelles classes destinées à la

formation de techniciens supérieurs en aquaculture viendront renforcer une autre classe spécialisée en la matière, ouverte en octobre 2000 au même institut, a indiqué, Houari Kouicem, directeur chargé de la gestion de l'ITPA. L'institut assure la formation de lieutenants de pêche, de

lieutenants mécaniciens, de patrons côtiers à la pêche, de techniciens supérieurs en pêche, rappelle-t-on. Le même responsable a annoncé que la rentrée prochaine, prévue le 6 septembre, verra l'ouverture de trois classes de formation «spéciale marins», capitaine de pêche et mécanicien

(motoriste). Il est à noter que cet établissement de formation dispose de trois bassins et d'une ferme aquacoles, de quatre simulateurs pêche-marine, de pneumatique-hydraulique, d'un laboratoire de biologie aquacole ainsi que de plusieurs ateliers spécialisés.

M.F.

Question kurde en Syrie

Les mises en garde de Moscou et de Paris

■ Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a mis en garde contre toute tentative de partage de la Syrie, susceptible, selon lui, d'envenimer la situation dans l'ensemble de la région, a rapporté hier la presse russe.

Ph. > D. R.



Par Ahmed S.

A l'issue de longs entretiens, tenus avant-hier à Genève, avec son homologue américain John Kerry, Sergueï Lavrov a déclaré à propos des Kurdes qu'ils ne devaient pas être utilisés pour le partage de la Syrie, car cela pourrait susciter «une réaction en chaîne dans la région». «Je suis convaincu que les Kurdes doivent rester une partie de l'Etat syrien, une composante de la solution au problème et non pas un facteur utilisé pour diviser la Syrie, car alors cela provoquera une réaction en chaîne dans l'ensemble de la région, ce qui n'est dans l'intérêt de personne», a dit M. Lavrov.

Réunis hier à Genève, les chefs des diplomatie russe et américaine, Sergueï Lavrov et John Kerry, se sont entretenus pendant 12 heures et sont parvenus à progresser vers le règlement de la crise en Syrie. Ce dernier round de pourparlers a été qualifié de «fructueux et constructif» par John Kerry.

Les deux ministres ont éclairci, au cours de leur rencontre, leurs démarches ultérieures en Syrie et ont convenu que la solution militaire au conflit syrien était impossible. «Nous nous sommes

accordés sur les directions concrètes dans lesquelles on va travailler: la Russie avec le gouvernement syrien et les Etats-Unis avec l'opposition», a déclaré le chef de la diplomatie russe.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan et son homologue russe Vladimir Poutine se sont mis d'accord avant-hier pour accélérer l'aide humanitaire dans la province syrienne d'Alep, ont rapporté des médias turcs.

En effet, lors d'une conversation téléphonique, «les deux dirigeants (...) sont tombés d'accord pour accélérer les efforts afin que l'aide parvienne jusqu'à la population à Alep», a rapporté l'agence de presse progouvernementale Anadolu, ajoutant que M. Erdogan avait fourni à M. Poutine des informations sur l'opération militaire turque en cours en Syrie. La conversation entre les dirigeants russe et turc est un nouveau signe concret de la normalisation des relations entre Moscou et Ankara fin juin, neuf mois après la destruction par la Turquie d'un bombardier russe au-dessus de la frontière turco-syrienne qui avait provoqué une brouille diplomatique entre les deux pays. Selon Anadolu, les deux dirigeants ont souligné la nécessité de combattre «tous les groupes terroristes» en Syrie, y

compris l'organisation djihadiste Etat islamique (EI). Le Kremlin a confirmé les entretiens téléphoniques. «Les dirigeants ont eu un échange approfondi sur la situation en Syrie. Ils ont souligné l'importance des efforts conjoints pour combattre le terrorisme», a-t-il indiqué.

Paris avertit Ankara sur la «tentation» de régler la question kurde en Syrie

De son côté, le chef de la diplomatie française Jean-Marc Ayrault a mis hier en garde contre «une éventuelle tentation» d'Ankara de «traiter» la question kurde en Syrie. «C'est une bonne chose que la Turquie s'implique franchement dans la lutte contre Daech (Etat islamique, EI), qui la frappe durement», a déclaré M. Ayrault dans une interview au quotidien «Le Monde» en référence à l'offensive lancée par Ankara dans le nord de la Syrie. «Il est aussi légitime que la Turquie assure la sécurité de sa frontière. Mais attention à l'engrenage de la violence et à une éventuelle ten-

tation de vouloir traiter en Syrie une partie de la question kurde», a-t-il averti.

L'armée turque a lancé mercredi dernier l'opération «Bouclier de l'Euphrate» sur le territoire syrien visant, selon elle, à la fois à chasser l'EI de la zone et à contrer l'avancée des milices kurdes. Ankara considère les forces kurdes en Syrie comme une émanation du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), organisation «terroriste» en Turquie. Selon des experts, l'intervention de la Turquie en Syrie vise à éviter la création d'un «Kurdistan autonome syrien». Damas dénonce l'intervention militaire de la Turquie en Syrie y voyant une

«violation flagrante» de la souveraineté du pays.

Plus de 290 000 morts depuis le début du conflit

L'ONU a averti qu'Alep est menacée d'«une catastrophe humanitaire sans précédent» depuis le début de la guerre en Syrie. La deuxième ville du pays est coupée en deux depuis juillet 2012, avec à l'est les quartiers rebelles et à l'ouest les quartiers tenus par le pouvoir syrien. Elle est ainsi devenue un enjeu crucial d'une guerre qui a fait plus de 290 000 morts depuis 2011.

A. S.

Désormais 50 chars et 380 soldats sont maintenus en Syrie La Turquie envoie de nouveaux chars dans le nord

LA TURQUIE a envoyé hier six nouveaux chars en Syrie au moment où les rebelles soutenus par Ankara poursuivaient le déminage de la ville de Jarablos, reprise cette semaine au groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (EI, Daech). Les six chars turcs sont entrés en territoire syrien hier matin, ont indiqué des correspondants de presse dans le village de Karkamis, à la frontière turque. Selon le quotidien turc Hurriyet, la Turquie maintient désormais 50 chars et 380 soldats en Syrie après trois jours d'opération.

Guinée

L'opposition favorable à la rencontre avec le président Condé

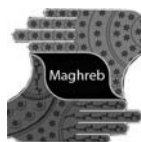
Les leaders de l'opposition guinéenne ont décidé d'apporter une réponse favorable à l'invitation adressée au chef de file de l'opposition, Cellou Dalein Diallo, par le président Alpha Condé en faveur d'une rencontre, rapporté hier des médias. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des consultations périodiques portant sur «les questions d'intérêt national, notamment, les efforts à four-

nir pour relancer le dialogue politique national», a-t-on précisé. Le porte-parole de l'opposition Aboubacar Sylla a déclaré à la presse que l'opposition était favorable à cette rencontre entre MM. Condé et Diallo. «L'opposition républicaine a bien apprécié cette disponibilité du chef de l'Etat qui s'inscrit dans l'application d'une loi portant statut de l'opposition qui l'invite régulière-

ment à rencontrer le chef de file de l'opposition d'échanger avec lui sur des questions qui assaillent la nation, qu'elles soient d'ordre politique, économique ou sociale ou autre», a souligné M. Sylla. «Nous allons donc répondre favorablement à cette invitation qui a été faite au chef de file effectivement de rencontrer le président de la République», a-t-il ajouté.

Des barils d'explosifs largués à Alep Au moins 15 civils tués

AU MOINS 15 civils ont été tués et plusieurs autres blessés hier par deux barils d'explosifs largués sur un quartier rebelle de la ville d'Alep (nord), a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). «Les barils ont été largués à quelques minutes d'intervalle sur le quartier al-Maadi», a indiqué Rami Abdel Rahmane, directeur de l'OSDH. Selon l'OSDH, des habitants recevaient des condamnations pour 15 civils, dont 11 enfants, tués jeudi par des barils d'explosifs lancés par des hélicoptères du régime sur Bab al-Nayrab. Ancienne capitale économique du pays, Alep est coupée en deux depuis juillet 2012, avec à l'est les quartiers rebelles et à l'ouest les quartiers tenus par les forces syriennes.



Tunisie

Chahed obtient la confiance du Parlement

■ Quelques jours après l'annonce de sa composition, le gouvernement d'union de Youssef Chahed, qui va devoir relever de nombreux défis plus de cinq ans après la révolution tunisienne, a obtenu vendredi 27 août, à une large majorité, la confiance du Parlement.

Par Kamel L.

Cette nouvelle équipe va pouvoir entrer en fonction dans les prochains jours. Sur les 217 députés de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP), 167 ont voté en faveur du nouveau cabinet, contre vingt deux contre et cinq abstentions, soit 194 présents.

Plus jeune premier ministre de l'histoire moderne de Tunisie, Youssef Chahed, 40 ans, avait



présenté une semaine plus tôt un gouvernement d'«union natio-

nale» et d'ouverture avec 26 ministres et 14 secrétaires d'Etat,

où six partis politiques sont représentés, y compris les isla-

mistes d'Ennahda. Le vote de confiance du Parlement est une issue favorable pour le gouvernement, après près de trois mois d'intenses tractations. Issu pour sa part du parti Nidaa Tounès fondé par le chef de l'Etat, Youssef Chahed devient aussi le septième Chef de gouvernement en moins de six ans, preuve que la Tunisie cherche encore ses marques malgré le succès de sa transition démocratique.

Rajeuni et féminisé, le nouveau cabinet devra s'atteler en urgence aux nombreux défis économiques, sociaux et sécuritaires du seul pays rescapé des Printemps arabes. La Tunisie ne parvient pas, en effet, à faire redémarrer son économie et a connu en janvier sa plus importante contestation sociale depuis 2011.

La Tunisie a également été secouée par plusieurs attentats terroristes islamistes, dont l'attaque du musée du Bardo en mars 2015, mise sur le compte d'une branche d'Al-Qaida et ayant fait 22 morts, suivie par l'attentat de Sousse quelques mois plus tard, dans lequel 38 personnes ont perdu la vie sur une plage touristique.

K. L./ agences

Libye

Tripoli demande plus d'aide militaire des Etats-Unis

Le Premier ministre libyen Fayez al-Sarraj a réclamé une aide militaire «renforcée» de la part des Etats-Unis, qui bombardent déjà Syrte pour appuyer les forces libyennes contre le groupe terroristes autoproclamé «Etat islamique», a annoncé jeudi le Commandement militaire américain pour l'Afrique (Africom). En visite au quartier général de l'Africom à Stuttgart, dans le sud-ouest de l'Allemagne, M. al-Sarraj a «exprimé le souhait» du gouvernement libyen d'union nationale (GNA) de voir les Etats-Unis contribuer «au renforcement des capacités militaires» libyennes, notamment via la formation de militaires et le «partage d'informations», selon l'Africom. L'émissaire américain en Libye, Jonathan Winer, et le commandant des forces américaines en Afrique, le général Thomas Waldhauser, ont de leur côté «réitéré leur soutien aux efforts du GNA» pour chasser les terroristes de l'EI de Syrte, dans le centre-nord du pays, avec l'appui depuis le 1^{er} août des frappes américaines, poursuit l'Africom. Les trois responsables ont également «échangé sur les options stratégiques pour l'avenir de la Libye une fois Syrte libérée», ajoute le communiqué, sans précision sur les options envisagées. Les forces du GNA basé à Tripoli ont lancé le 12 mai une offensive pour reprendre ce principal fief de l'EI. Elles y ont pénétré le 9 juin mais ont stagné pendant des semaines à cause des contre-attaques de l'EI. Aidées par des bombardements aériens des Etats-Unis depuis le

1^{er} août, elles ont enregistré d'importants succès en s'emparant d'une grande partie de cette ville, acculant les terroristes dans un quartier résidentiel en bord de mer.

Un navire de sauvetage de MSF attaqué au large de la Libye

Le Bourbon Argos, un des trois bateaux de Médecins sans frontières, a été pris pour cible par des hommes armés qui ont tiré sur l'embarcation avant de monter à bord. «Il y avait une réelle intention de nuire et potentiellement de tuer», affirme un membre de l'association humanitaire. Après avoir vu plusieurs de ses

hôpitaux bombardés au Yémen ou en Syrie ces derniers mois, c'est un des navires de Médecins sans frontières (MSF) qui a été la cible d'une attaque. Le 17 août dernier, le «Bourbon Argos», un des trois bateaux de recherche et de sauvetage en mer de l'association humanitaire, a en effet été attaqué au large de la Libye par un groupe armé non identifié. Cet assaut soulève des questions sur la viabilité des opérations de sauvetage de migrants dans le sud de la Méditerranée, notamment au large de ce pays en proie à une guerre civile aux multiples facettes depuis la chute du dictateur Mouammar Kadhafi, en 2011. La présence grandissante de l'Etat islamique dans cette

zone est également un sujet d'inquiétudes pour les missions humanitaires. Joint par Le Figaro, Médecins sans frontières rapporte qu'un «bateau non identifié, et avec lequel aucun contact n'avait été établi, s'est approché du «Bourbon Argos» peu après 9h30». Des hommes armés ont alors tiré sur le navire de la flotte de MSF avant de monter à bord. «Entre-temps, l'équipage a pris ses précautions et s'est retiré dans une salle de sécurité.

Grâce à cela, il n'y a eu aucun blessé», précise MSF qui précise qu'aucun migrant n'était à bord au moment de l'assaut. Les assaillants, qui n'ont rien volé à bord, sont repartis à bord de leur embarcation environ 50 minutes

plus tard, sans dire qui ils étaient, ni ce qu'ils voulaient. Toutefois, selon MSF, leur objectif aurait été d'«attaquer physiquement» l'équipage. «Il ne s'agissait pas de coups de semonce. Nous avons reçu au moins treize balles, frappant les différentes parties du pont.

Il y avait, je crois, une réelle intention de nuire et potentiellement de tuer», a précisé Stefano Argenziano, coordinateur des opérations de MSF au Guardian. Dans un communiqué, l'association a condamné «cet acte honteux envers une organisation humanitaire qui sauve et prescrit des soins médicaux à ceux qui traversent la mer Méditerranée».

Faiza O.

Solidarité avec le peuple sahraoui Des enfants sahraouis

et leurs familles d'accueil espagnoles manifestent à Palma

Des dizaines d'enfants sahraouis et leurs familles d'accueil espagnoles ont manifesté à Palma pour demander l'organisation «du référendum d'autodétermination du peuple sahraoui» a rapporté le journal électronique Ultima Hora. Séjournant dans cette ville dans le cadre du programme «vacances de la paix, les enfants sahraouis ainsi que les familles espagnoles qui les ont accueilli ont demandé», ajoute la même source, «au gouvernement espagnol d'agir fermement pour que le Maroc permette l'organisation du référendum d'autodétermination décidé par les Nations-Unies afin que le peuple sahraoui «décide librement de son avenir». Sur la place d'Espagne de la ville de Palma, plus de 200 personnes ont pris part à cette manifestation placée sous le signe «Sahara: un lien indestructible, un lien pour toujours». Munis de tambours et brandant un grand drapeau

du Sahara occidental, les manifestants, a-t-on ajouté, ont dénoncé selon la présidente de l'association des amis du peuple sahraoui des Baléares, Catherine Rosselo «les violations continues des droits de l'homme dans les territoires sahraouis occupés par les forces marocaines». Ces enfants venus des camps des réfugiés sahraouis depuis le 3 juillet dernier repartiront le 2 septembre prochain après un séjour agréable et riche en activités culturelles et de loisirs. La presse espagnole qui fait largement écho de ce programme qui a permis l'accueil de plus de 5 000 enfants sahraouis venus cet été en Espagne a indiqué que le maire de Valladolid Oscar Puente a souligné jeudi que «cette expérience ne sera pas oubliée car elle a créé des relations qui durent une vie». Une expérience enrichie dans les deux sens puisque les enfants sahraouis ont apprécié la

culture espagnole d'un côté et leurs familles d'accueil sont devenues plus proches de la réalité et le mode de vie dans le Sahara, a ajouté le même responsable. Le président de l'Association des amis du peuple sahraoui, Rufo Martín tente toujours d'apporter un soutien à ce peuple comme c'est le cas au cours des inondations survenues au Sahara à la fin de 2015 ou une aide financière directe à été octroyée pour atténuer des dommages causés par les intempéries et contribuer à améliorer la situation, a-t-il précisé. Une solidarité exemplaire et un soutien indéfectible ont été affichés par les familles, la société civile et des responsables politiques et administratifs espagnols aux «petits ambassadeurs» du peuple sahraoui qui ont passé un agréable été et bénéficie de nombreuses activités de loisirs et d'exams médicaux, a révélé la presse espagnole.

R.M.



Présidentielle au Gabon

Ping à l'assaut de la dynastie Bongo

■ Les Gabonais ont commencé à voter hier matin pour l'élection présidentielle opposant le chef de l'État sortant, Ali Bongo Ondimba, et son principal rival Jean Ping, un ex-cacique du régime qui prétend mettre un terme à la dynastie au pouvoir depuis 50 ans.



R. D. R.

Par Ali O.

Les premiers bureaux de vote ont ouvert peu avant 08h00 (07h00 GMT) à Libreville, soit avec près d'une heure de retard sur l'horaire prévu, ont constaté des journalistes de l'AFP. L'affluence était faible en ce début de matinée dans la capitale. Au total, quelque 628 000 électeurs sont appelés à choisir leur futur président. Les bureaux doivent fermer à partir de 18h00.

Le scrutin à un seul tour se déroule dans un contexte économique très difficile pour le petit pays d'Afrique centrale dépendant des recettes pétrolières, et frappé de plein fouet par la chute des cours du baril. Un tiers des quelque deux millions d'habitants vit dans la pauvreté malgré de grandes richesses forestières et minières.

Ali Bongo Ondimba, 57 ans, élu en 2009 après la mort de son père Omar resté 41 ans au pouvoir, affronte neuf candidats, dont l'ancien patron de l'Union africaine Jean Ping, 73 ans, plusieurs fois ministre sous Bongo père.

Alors que le président-candidat partait largement favori pour un nouveau septennat face à une opposition dispersée, le rapport de force s'est rééquilibré avec l'alliance de l'opposition autour de Jean Ping le 16 août, deux autres poids lourds de la vie politique locale s'étant désistés en sa faveur. «Il y a un risque de voir revenir certaines personnes qui ont fait tant de mal à notre pays», a déclaré vendredi Ali Bongo en visant Jean Ping, au terme d'une campagne à l'américaine menée à grand renfort de moyens. Au même moment, l'opposant numéro 1 promettait à des milliers de parti-

sans «la première alternance et la deuxième indépendance» du Gabon, qui n'a connu que trois présidents depuis la fin de la colonisation française le 17 août 1960.

La campagne entre les deux candidats a été délétère, marquée par de violentes invectives. L'opposition a demandé en vain l'invalidation de la candidature d'Ali Bongo, répétant qu'il est un enfant du Nigéria adopté par son père, et qu'il ne peut de ce fait gouverner. Une quinzaine d'activistes de la société civile sont toujours détenus depuis leur interpellation le 9 juillet lors d'une manifestation anti-Bongo. Le syndicaliste enseignant Jean-

Rémi Yama a appelé à voter Jean Ping depuis sa cellule, à l'image d'une société civile assez remuée contre le président en place.

Des dizaines d'observateurs de l'Union européenne (UE) et de l'Union africaine (UA) sont déployés dans tout le pays pour suivre les opérations de vote et de dépouillement. Cette présence va-t-elle garantir une élection «transparente, libre et démocratique» comme l'affirme le pouvoir? «Nous savons qu'Ali Bongo va essayer de tricher, tout comme il l'a fait en 2009», a lancé M. Ping, qui a reconnu avoir été lui-même témoin de fraudes quand il était au cœur du pouvoir sous Omar Bongo. Les deux camps se sont accusés vendredi d'organiser des rachats de cartes d'électeurs. Autre polémique: les listes électorales comportent de nombreuses incohérences, selon un économiste gabonais, Mays Mouissi. Il pointe une soixantaine de localités avec «beaucoup plus d'électeurs inscrits sur la liste électorale que d'habitants». Beaucoup d'habitants de la capitale Libreville sont inscrits dans leur village d'origine, rétorque le porte-parole du président-candidat, Alain-Claude Bilie-By-Nze. La communauté internationale a multiplié les mises en garde envers les autorités gabonaises

pour qu'elles garantissent des élections «pacifiques et crédibles». Vendredi, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a exhorté les candidats «à faire preuve de retenue» et «à s'abstenir de toute incitation à la violence» avant, pendant et après le scrutin. Car cette question taraude les Gabonais: des troubles vont-ils éclater après la proclamation des résultats attendue dans les trois jours après le vote? «Des violences se préparent dans certains quartiers de Libreville et à Port-Gentil. Nous avons déjà identifié les leaders», affirme une source gouvernementale. Par sécurité, les autorités ont fermé les frontières terrestres, maritimes et aériennes de 00h00 hier jusqu'à 20h00.

En 2009, des émeutes avaient éclaté dans la capitale économique Port-Gentil à l'annonce de la victoire d'Ali Bongo (plusieurs morts, couvre-feu, consulat de France incendié...).

L'ambassade de France a délivré des «consignes habituelles» à ses quelque 10 000 ressortissants enregistrés dans le pays: «faire preuve de discrétion et de neutralité, limiter les déplacements et éviter les lieux de rassemblement». A. O.

Missiles nord-coréens

L'ONU condamne

et menace de prendre des mesures

Le Conseil de sécurité des Nations unies a fermement condamné vendredi la Corée du Nord pour ses tirs de missiles et s'est mis d'accord pour prendre des «mesures significatives» en réponse à la dernière série de lancements.

Le texte condamnant la Corée du Nord a été voté à l'unanimité des 15 membres du Conseil, dont la Chine qui est le principal allié du régime de Pyongyang.

Les membres du Conseil vont «continuer de surveiller étroitement la situation et prendre des mesures significatives supplémentaires», ajoute le texte, sans autre détail.

Le Conseil de sécurité s'était réuni à huis clos mercredi après

le tir d'un missile depuis un sous-marin nord-coréen qui a parcouru un demi-millier de kilomètres.

Affirmant que le projectile était entré dans la zone de défense aérienne du Japon, le Premier ministre nippon Shinzo Abe avait dénoncé «une sérieuse menace (...), un acte irresponsable qui ne peut être toléré».

Le leader nord-coréen Kim Jong-Un, cité par l'agence officielle KCNA, avait qualifié le tir d'«immense succès» qui place son pays à «l'avant-garde des puissances militaires dotées de capacité nucléaire d'attaque».

Dans son texte, le Conseil de sécurité condamne ce tir ainsi que le lancement d'un autre missile le 2 août qui s'était abîmé au

large du Japon et deux autres tirs en juillet, qui représentent tous une «grave violation» des résolutions de l'ONU.

Les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU interdisent à Pyongyang de développer son programme balistique, mais la Corée du Nord a multiplié les essais de missile depuis son quatrième essai nucléaire en janvier. En réponse, le Conseil de sécurité avait adopté en mars les sanctions économiques et commerciales les plus sévères jamais imposées à Pyongyang.

Après plusieurs mois de tirs nord-coréens de missiles, certains experts considèrent que les relations intercoréennes n'ont plus été aussi tendues depuis les années 1970.

Bangladesh

La police annonce avoir abattu le cerveau de l'attaque du café de Dacca

La police du Bangladesh a annoncé hier avoir abattu lors d'une opération près de Dacca trois jihadistes, dont le cerveau présumé d'une attaque contre un café de la capitale qui avait fait en juillet 22 morts, dont 18 étrangers. Des échanges de tirs ont opposé pendant une heure les policiers aux jihadistes retranchés dans une cache à Narayanganj, une localité à 25 km au sud de Dacca, a indiqué à l'AFP un haut responsable de la police, Sanwar Hossain. Parmi les tués figure Tamim Chowdhury, qui possède la double nationalité canadienne et bangladaise et était recherché depuis l'attaque de Dacca.

«Tamim Chowdhury est mort. Il est le cerveau de l'attaque de Gulshan et le chef du JMB» (Jamayet ul Mujahideen Bangladesh), a ajouté l'officier de police.

Le JMB est un groupe islamiste local interdit et accusé de meurtre de dizaines d'étrangers ou de membres de minorités religieuses. Le 1^{er} juillet, au moins cinq hommes avaient pris d'assaut le restaurant Holey Artisan Bakery, situé dans le quartier huppé de Gulshan, massacrant vingt otages, en majorité des Italiens et des Japonais.

Le chef de la police nationale du Bangladesh A.K.M Shahidul Hoque a affirmé à l'AFP que la

police était «certaine à 99 pour cent» que Tamim Chowdhury se trouvait dans la cache contre laquelle ses hommes ont lancé l'assaut. Chowdhury était arrivé au Bangladesh depuis le Canada il y a trois ans, et depuis lors, dirigeait et finançait une campagne de radicalisation de jeunes musulmans, selon la police. Le groupe État Islamique avait revendiqué le massacre de Dacca le 1^{er} juillet et publié des images du carnage avant l'assaut donné par la police mais les autorités du Bangladesh nient la présence de tout groupe jihadiste international dans le pays, et ont rejeté la responsabilité des récents attentats sur le JMB.



Points chauds

Persévérance

Par Fouzia Mahmoudi

Il peut être étrange parfois de voir François Fillon faire de nouvelles déclarations publiques avec autant de régularité et surtout continuer à mener sa pré-campagne des élections primaires de la droite lorsque l'on connaît les chiffres des intentions de vote à son égard et à quel point ils sont bas. Pourtant, il a été le premier dès 2012, au lendemain de la défaite de Nicolas Sarkozy face à François Hollande, à se manifester pour la présidentielle et à se présenter officiellement aux yeux des électeurs de droite comme un candidat pour 2017, ou plus précisément, comme candidat à la primaire qui devra déterminer quelle personnalité politique représentera la droite à la prochaine présidentielle. Et comme toujours celui qui a été son Premier ministre durant l'ensemble de son mandat, Fillon, a consacré lors de son dernier meeting une large majorité de ses attaques et de ses critiques à l'encontre de Nicolas Sarkozy. Commentant le programme de l'ex-chef de l'État, entré en lice la semaine dernière, Fillon déclare : «Il n'y a rien de très nouveau. Même ton, mêmes thèmes et trop de demi-mesures». «Il veut mettre fin aux 35 heures, mais seulement s'il y a des augmentations de salaire. Il prône un âge de départ à la retraite de 63 ans, alors que tous les autres pays européens sont à 65 ans. Il n'a pas tiré toutes les conséquences de la situation présente», fustige l'ancien chef du gouvernement. «Ce n'est pas le programme innovant qui permettrait un choc psychologique. Pour redresser la France, nous n'avons pas seulement besoin de symboles identitaires, mais aussi de marqueurs économiques», met-il en garde, convaincu que «l'élection de 2017 ne doit pas être la revanche de 2012». «Le débat ne doit pas se résumer à un duel entre François Hollande qui a échoué et un ancien président de la République qui n'a malheureusement pas convaincu les Français en 2012», martèle Fillon. Il s'en prend aussi à Alain Juppé, toujours donné vainqueur de la primaire par les sondages : «Alain Juppé est obsédé par le rassemblement. C'est respectable, mais cela se fait au détriment d'une clarification programmatique et idéologique». «Cela conduit de mon point de vue à ne pas aller assez loin dans la transformation dont la France a besoin pour se redresser», regrette François Fillon. Mais même si son programme à lui regorgeait de bonnes idées et de réformes pertinentes cela ne changerait rien au fait qu'il n'a aucune chance de victoire pour la primaire et que ses attaques constantes et brutales à l'encontre de ses adversaires l'ont disqualifié pour un quelconque rôle au sein d'un éventuel prochain gouvernement.

F. M.



Cinq ans après leur dernier album «Rwayeh»

Les Abranis reviennent avec «Asmekti»

■ Les Abranis reviennent aux studios d'enregistrement après cinq ans d'absence. C'est avec un nouvel album intitulé «Asmekti» (souvenirs) que le groupe présente onze textes traitant des sujets variés. De nouveaux rythmes sont apportés à des textes connus du groupe ainsi que de nouvelles paroles.

Par Abla Selles

Cinq ans après la sortie de son dernier album «Rwayeh», le groupe Abranis, précurseur du pop-rock en Algérie, revient avec un nouvel opus intitulé «Asmekti» (Souvenir) imprégné de mélodies kabyles remises au goût du jour. Les onze titres qui composent cet album, sorti récemment, s'inscrivent dans la lignée de l'ensemble de la discographie du groupe qui s'était fait connaître dans les années 1970 et 1980 par le pop-rock. Produit par «Gosto», une boîte de production basée à Béjaïa, «Asmekti» remet en mémoire des mélodies anciennes qui ont fait le succès de ce groupe quadragénaire.

Malgré la prédominance du style pop-rock, «Asmekti» se distingue des autres albums, particulièrement par les mélodies qui apportent «plus de couleurs kabyles», explique Karim Abranis, compositeur et leader du groupe.

«A Hemma», un titre sorti en 1993 dans l'album «Wali Kan», a été complètement revisité et présenté ainsi dans une tonalité contemporaine: «Je n'étais pas satisfait de la version 1993 de «A Hemma». En plus du texte qui a été modifié, j'ai aussi apporté des changements dans le rythme et l'arrangement», précise le musicien sexagénaire. Des



artistes de renom ont été étroitement associés à la réalisation du nouvel album, à l'image du compositeur Ameziane Kezzar et le poète Salim Benkhelifa. Leur apport artistique a notamment marqué les titres «Tamurt-iv»

(Mon pays), «Ibaz» (L'aigle) et «Urgagh» (J'ai rêvé), une chanson écrite par Saïd Abdelli qui rappelle le fameuse ballade «Imagine» du compositeur anglais John Lennon. Outre le producteur Amirouche Belaid,

Abranis est accompagné par les guitaristes Nazim Mohamedi et Idir Mouhia, le batteur Yacine Haddad et le bassiste Lahlou Hammoudi. Deux choristes, Lifa et Yamina, ont associé leur voix à celle de Karim Abranis dans la

chanson «Tajmillt» (Hommage), déclinée également en vidéoclip visible sur YouTube.

Elles ont également prêté leurs voix à «Silas» et «Tamurt-iv», où le chanteur manifeste son indignation face au «sort fait au pays».

S'abreuvant à sa propre discographie, le groupe a su préserver des qualités essentielles à son identité musicale, des thèmes, et des textes élaborés et engagés. Dans «Yerna dessen», Abranis reproduit un texte de Abdallah Mohya, plus connu sous le nom de Muhia, pour rendre hommage à ce dramaturge et poète disparu en 2004.

Evoquant la séparation, Karim rend un hommage émouvant à son père, tombé au champ d'honneur en 1957 pendant la guerre de libération, dans «Seva u xemsin» (57).

«Asmekti» évoque, d'autre part, l'exil, des questions d'ordre intimes ou politiques, en plus des thèmes plus classiques comme l'amour, la paix et la liberté. S'ouvrant à d'autres musiques, Abranis a aussi introduit des morceaux de gospel, un style d'origine afro-américaine, dans «Aris» où le tempo et les instruments montent crescendo.

A.S.

Festival national du théâtre amateur de Mostaganem

Témoignages et débats

Hadj abdelallah Halfaoui, «un ancien» de la fameuse troupe du GAC (Groupe de l'action culturelle) de Constantine, a évoqué, vendredi, avec une grande nostalgie, sa participation, depuis le début, au festival du théâtre amateur de Mostaganem et toutes les péripéties vécues tout le long de cette manifestation, qui vit cette année sa 49ème édition.

Face à une assistance réduite composée de quelques figures du 4^e art, d'universitaires et de jeunes étudiants et comédiens amateurs, Hadj Abdellah, comme l'appelle affectueusement ses compagnons de route, les yeux pétillants de bonheur, replonge dans le passé pour «feuilleter» ces pages glorieuses du Festival de Mostaganem.

«C'est un Festival qui a été lancé par un homme, le défunt Si Djillali, et soutenu par toute la population de Mostaganem. C'était un événement de grande solidarité, de bénévolat, de sacrifices. Le théâtre amateur est une grande école d'Hommes», a-t-il soutenu, en prenant part à une table ronde sur le mouvement du théâtre amateur, organisée, à la maison de la culture Ould Abderrahmane-Kaki, dans le

cadre de la 49^e édition du FNTA. Le septuagénaire, à la mémoire encore intacte et vivace, se souvient de ces moments forts en émotions mais également parsemés d'embûches et de sacrifices du fait que le mouvement du théâtre amateur était libre de toute attache et échappait à toutes les formes de contrôle et de musellement. Presque naturellement, le «sens» donné à cette table-ronde a débordé du cadre purement «commémoratif» pour poser les problèmes actuels que rencontre ce mouvement artistique. L'universitaire de Constantine, Ahmed Cheniki, grand spécialiste du théâtre algérien, évoque la relation entre le théâtre amateur et l'Université et l'absence de recherches académiques et scientifiques dans ce domaine. Nos universitaires, pour la plupart d'entre-eux, méconnaissent ces expériences et cet héritage universelle», a-t-il déploré, en mettant en exergue le fossé séparant ces deux parties.

Meliani Hadj, pour sa part, a expliqué que le succès du théâtre amateur réside dans le fait, qu'à son apparition et jusqu'aux années 80, les troupes théâtrales étaient fortement poli-

tisées. Il a estimé que le public trouvait que ces troupes, avec leur liberté de ton et leurs critiques acerbes de la société, exprimaient bien leurs frustrations, leurs colères et leurs aspirations à un monde meilleur et plus juste. L'universitaire de Mostaganem, connu pour ses recherches sur les expressions culturelles en Algérie, a indiqué qu'après 1988 et avec l'avènement de la démocratie et du multipartisme, on a vu l'apparition d'un 4^e art «sans discours politique» et l'avènement du «mythe de la scénographie», avec le souci d'un «divertissement coloré». Les hommes du théâtre se sont rappelé que le 4^e art c'est d'abord et avant tout du texte et du jeu des comédiens.

Hadj Meliani a parlé également de la phase «néo-libérale» avec la création de coopératives et d'autres formes de troupes dont le souci, «trop souvent légitime» a-t-il estimé est de faire des recettes et tirer profit de leurs productions. Mansour Benchehida, également universitaire de Mostaganem, a posé la question de la sauvegarde et la préservation de la mémoire du Festival de Mostaganem. «Nous avons voulu élaborer un annuaire

du Festival, mais on n'a pas pu parvenir à le faire. Il n'existe aucune archive, ni écrite, ni sonore ni iconographique du Festival. Comment voulez-vous que nos étudiants, nos docteurs et nos chercheurs puissent travailler sur ce mouvement artistique», a-t-il déploré.

Le rôle de la presse dans la promotion de la culture, la nécessité d'une relance du mouvement théâtral à la base, dans les écoles, les lycées et même dans les universités, la mise en place d'un cadre juridique pour le FNTA, le financement des troupes théâtrales par les pouvoirs publics ont été autant de questions soulevées par l'assistance.

«Pourquoi les troupes de théâtre amateur, avec leurs moyens limités, drainent toujours le public, chose que font rarement les troupes professionnelles financées par les pouvoirs publics», s'est interrogé le responsable de la troupe mostaganémoise El Ichara. Une question qui mérite d'être étudiée non seulement par les chercheurs universitaires mais aussi par toutes les parties intervenant dans ce champ artistique.

L.B.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Centre culturel Mustapha-Kateb

Jusqu'au 5 septembre : Exposition collective d'artisanat

Musée d'art moderne et contemporain d'Alger (Rue Larbi-Ben-M'hidi, Alger) Jusqu'à la fin du mois d'août :

Exposition «Genèse II, une collection qui s'agrandit» avec des œuvres de Issiakhem, Khadda, Chegrane, Mokrani et autres

Galerie de l'hôtel Sofitel (El-Hamma, Alger)

Jusqu'au 6 septembre : Exposition de peinture «Couleurs d'Algérie» de l'artiste Khelifa Sultane Hakim.

Galerie d'Arts Aïcha-Haddad Jusqu'au 01 septembre : L'artiste Omar Kara expose ses œuvres

Maison de la culture Ould Abderrahmane-Kaki de Mostaganem

Jusqu'au 29 août : 49^e Festival national du théâtre amateur de Mostaganem

Palais de la culture Moufdi-Zakaria

Jusqu'au 17 septembre : Exposition d'art plastique intitulée «Du makam à la nouba»

Coup-franc direct

Le pari réussira-t-il ?

Par Mahfoud M.

Avec ce qui se passe lors de ces premières journées de Ligue I Mobilis, après le retrait de la police des stades, l'on se demande si vraiment le pari sera réussi et si nos enceintes deviendront des havres de paix, alors qu'elles étaient jusque-là des arènes. Les autorités du football ont décidé d'adhérer à cette décision du retrait des forces de l'ordre de gérer la sécurité dans les stades pour les rencontres des divisions professionnelles (Ligues I et II) et ce pour donner une meilleure image du football de haut niveau. Toutefois, les clubs de Ligues I et II ne sont pas prêts pour ce nouveau challenge, sachant qu'ils n'ont pas désigné leurs directeurs de sécurité et qu'ils n'ont pas encore formé les stadiers qui devaient prendre le relais. Les premières rencontres avec les premiers incidents dans certains stades ont montré qu'il y avait vraiment des manques à combler, et c'est pour cela que les clubs ont raison quand ils ont déclaré que le retrait de la police devait se faire graduellement et non de cette manière brusque. En Algérie, on met toujours la charrue avant les bœufs, sachant qu'on n'a jamais pu trouver une solution à ce phénomène de la violence dans les stades malgré les multiples séminaires qui n'ont servi à rien en fin de compte. **M. M.**

Coupes européennes interclubs

11 algériens engagés dans la phase de poules

ONZE internationaux algériens seront engagés avec leurs clubs respectifs dans la phase de poules des compétitions européennes interclubs à l'issue des barrages de la Ligue des champions et l'Europa League de football, clôturés jeudi soir. Pour la prestigieuse compétition européenne, la Ligue des champions, il seront, à priori, six joueurs de la sélection algérienne concernés par la phase de groupes, dont la première journée débutera le 13 septembre en cours. Il s'agit de Riyad Mahrez, Fawzi Ghoulam, Yacine Brahimi, Rachid Ghezzal, Islam Slimani, et Hilel Soudani. Les deux premiers nommés prennent part pour la première à cette compétition avec respectivement Leicester City, champion d'Angleterre et Naples, vice-champion d'Italie. Pour sa part, Brahimi, un habitué de la compétition, n'est pas sûr d'être dans l'effectif du FC Porto (Portugal) lors de sa campagne européenne. Sorti des plans de son entraîneur, il serait sur le point de changer d'air. Idem pour Ghezzal, dont les négociations avec son club l'O Lyon, vice-champion de France, pour la prolongation de son contrat n'ont

toujours pas abouti. L'éventualité de le voir atterrir dans un autre club avant le 31 août, dernier jour de la période des transferts estivale, n'est pas à écarter. Quant à Slimani et Soudani, ils auront à disputer la phase de poules de la Ligue des champions pour la deuxième fois de rang avec leurs clubs respectifs, Sporting Lisbonne, vice-champion de Portugal et Dinamo Zagreb, champion de Croatie. Et même si le bruit court toujours sur leur éventuel départ vers d'autres formations, tous les indices montrent que les deux meilleurs buteurs en activité de la sélection algérienne vont rester dans leurs équipes. En Europa League, il y aura pas moins de cinq algériens à vivre l'ambiance des rencontres de la phase de poules : Mehdi Abeid (Panathinaïkos, Grèce), Sofiane Hanni (Anderlecht/Belgique), Said Benrahma (OGC Nice/France), Youghurtha Hamroun (Steaua Bucarest/Roumanie) et Nabil Bentaleb (Shalke 04/Allemagne). Ce dernier vient juste d'opter pour la formation de Bundesliga à titre de prêt en provenance du club anglais de Tottenham.

Lors d'une visite à Tizi-Ouzou

Ould Ali annonce la réalisation prochaine de centres de formation

LE MINISTRE de la Jeunesse et des Sports (MJS), El Hadi Ould Ali a annoncé, la réalisation de 5 centres de formations dans le cadre d'un partenariat entre la fédération algérienne de football (FAF) et les directions de clubs professionnels. Il a expliqué que cette décision a été prise suite au problème de financement de ce genre de projets auquel est confronté l'Etat actuellement. Le ministre a rappelé qu'il était question de leur réalisation sur le budget de l'Etat depuis 2010 avant que cette nouvelle donne liée au problème de financement. Mais la décision de décentraliser leur concrétisation a été prise par le gouvernement d'autant plus que plusieurs clubs professionnels de football ont demandé à s'impliquer dans leur réalisation à l'image de la Jeunesse Sportive de Kabylie. El Hadi Ould Ali, qui s'exprimait en marge de sa présence à un gala international de boxe au niveau de la salle omnisports du stade du 1er novembre de Tizi Ouzou,

a indiqué qu'un cahier de charges portant réalisation et fonctionnement de ces centres sera élaboré afin que ces centres soient utilisés à la préparation et d'entraînement des équipes de football. Pour le ministre la nécessité de la réalisation de ce genre d'infrastructures est un impératif pour une évolution qualitative du football professionnel en Algérie.

Hamid Messir

Ligue I Mobilis (2^e journée)/match avancé

La JSK dispose du NAHD et se relance

■ La JS Kabylie a disposé du Nasr Hussein-Dey sur le score de (1/0) lors du match avancé de la 2^e journée de la Ligue I Mobilis, dans un match qui s'est disputé avant-hier après-midi au stade du 20-Août d'Alger.

Par Mahfoud M.

Les Canaris qui avaient été accrochés à la première journée par la formation du Mouloudia d'Alger s'est bien relancée, tandis que le NAHD qui avait remporté le premier match sur tapis vert face au RC Rélizane, a raté sa première sortie à domicile et se trouve vraiment dans une situation quelque peu difficile, sachant que les Sang et Or se devaient de l'emporter pour confirmer ses prétentions à jouer les premiers rôles cette année, après avoir réussi la saison passée à arriver en finale de la Coupe d'Algérie. Les Kabyles, eux, sont entrés dans le vif du sujet dès les premières minutes de la rencontre qu'ils ont bien géré, ce qui leur a permis d'ouvrir la marque à la 22', par l'intermédiaire de Mebarki d'un tir poissant des 25m après un centre parfait de Boulaouidat. Piqués dans leur amour-propre, les poulains de Bouzidi, ont tout fait pour revenir en force et égaliser, mais en vain, leur jeu brouillant ne leur a pas permis d'inquiéter le portier kabyle, Malik Asselah qui a sauvé sa cage après de multiples assauts, notamment par son buteur attiré, Ahmed Gasmi et le jeune Ardji qui étaient les deux éléments les plus en vue côté Nasria. Le coach kabyle, Kamel Mouassa, visiblement heureux après ce premier succès a



Les Canaris reviennent avec un succès précieux

demandé, néanmoins, à ses poulains de garder les pieds sur terre et se concentrer sur ce qui leur reste comme parcours.

« Cette victoire est précieuse. Elle nous permet de gagner trois points importants. On a entamé notre saison par un match nul et ce week-end, on a réalisé une précieuse victoire qui motivera mes poulains pour la suite du

parcours et le meilleur est à venir », a avoué Mouassa. De son côté, le driver du NAHD, Youcef Bouzidi, a déclaré que son team qu'il ne fallait pas se décourager après cette première défaite même si elle reste amère à ses yeux et aux yeux de ses supporters à qui il demande d'être patients.

M. M.

Alors que Brahmia rejette toute accusation

Le Kenya donne l'exemple à suivre à l'Algérie

Le Kenya a donné l'exemple à suivre à l'Algérie en diligent une enquête après par le gouvernement, suite à une mauvaise gestion de la participation de ce pays africain aux derniers JO de Rio à certains passe-droits qui auraient été remarqués durant le séjour de la délégation kenyane au pays de la Samba. Ainsi, Francis Paul, James Chacha et Stephen Arap Soi, trois hauts responsables du Comité olympique kényan (NOCK) dissous jeudi, sont détenus dans un commissariat de Nairobi et devraient être inculpés ce lundi, dans le cadre d'une enquête ouverte le 18 août par leur gouvernement. Le vice-secrétaire général du Comité

olympique kényan (NOCK), James Chacha, et le chef de mission à Rio Stephen Arap Soi, ont été interpellés vendredi à l'aéroport de Nairobi, au lendemain de l'annonce de la dissolution de l'instance. Les noms des deux hauts responsables s'ajoutent à celui de Francis Paul, le secrétaire général du NOCK, arrêté à son domicile de la capitale plus tôt dans la journée.

Leur gestion chaotique de l'équipe olympique aux Jeux de Rio - aucun billet n'avait été réservé pour le champion du monde du lancer de javelot Julius Yego -, le vol présumé de tenues sportives officielles et la présence dans la délégation d'officiels aux fonctions obs-

cures ont motivé les interpellations. Le gouvernement kényan a ordonné l'ouverture d'une enquête le 18 août. Ainsi donc, un pays africain nous donne un véritable exemple à suivre, alors qu'au niveau officiel rien n'est encore fait même si le chef de la délégation algérienne aux JO de Rio, Amar Brahmia, rejette complètement les accusations pourtant de deux athlètes reconnus, à savoir, le médaillé d'argent du 800m et du 1500m, Toufik Makhloufi et le Décathlonien, Larbi Bouaraâda, qui ont dénoncé la gestion « catastrophique » de leur préparation pour ces Jeux suite à la démission du comité de préparation présidé aussi par Brahmia, qui aurait mis les bâtons dans les roues de ces deux athlètes et qui n'a pas donné tous les moyens aux sportifs susceptibles de remporter une médaille dans ce grand rendez-vous sportif. Pis et l'ayant même reconnu, des membres de sa famille ainsi que d'autres officiels ont effectué le déplacement à Rio pour suivre les Jeux en spectateurs alors que des athlètes se sont plaints de l'absence de leurs entraîneurs au cours de ces JO, dont l'athlète du 3000m steeple, le jeune Messaoudi et certains boxeurs aussi. **M.M.**

Coupe de la Confédération

Le MOB déjà assuré d'empocher 450 000 dollars

GRÂCE à sa qualification historique aux demi-finales de la Coupe de la Confédération africaine de football (CAF), le MO Béjaia est déjà assuré d'empocher au moins la somme de 450.000 dollars, selon le barème des primes attribuées par la CAF aux huit premières équipes de l'épreuve.

Le MOB, qui participe pour la première fois dans une compé-

tion internationale, a validé mardi son billet pour le dernier carré de la Coupe de la CAF au prix de sa victoire à domicile contre les Ghanéens de Madeama (1-0). Ce succès a permis au club de Ligue 1 algérienne d'accompagner TP Mazembe (1er du groupe A) au carré d'AS. Les Béjaouis affronteront le FUS Rabat (Maroc) lors des demi-finales, dont le match

aller aura lieu à Béjaia le 16, 17 ou 18 septembre, alors que la manche retour, elle, se jouera une semaine après dans la capitale marocaine.

Si les « Crabes » parviennent à accéder à la finale, ils empocheront 580 000 dollars, alors qu'une éventuelle consécration leur permet de s'adjuger une prime de l'ordre de 800 000 dollars.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Police des frontières aériennes de l'aéroport de Béjaïa 17 individus arrêtés

«LA BRIGADE de la police des frontières aériennes de l'aéroport Abane-Ramdane de Béjaïa a traité 17 affaires durant le mois en cours», indique la sûreté de wilaya dans un communiqué de presse. On note des affaires d'importation d'armes prohibées sans autorisation, détention de drogue (kif traité), immigration clandestine, arrestation d'individus recherchés par la justice et pour lesquels un mandat d'arrêt a été signé, détention d'un pistolet électrique (Taser), détention de bombes lacrymogènes. Au moins 17 personnes impliquées dans ces affaires ont été arrêtées et pré-



sentées devant les juridictions compétentes et écrouées, selon la même source. H.C.

Trafic de drogue à Tamanrasset Trois arrestations et près de 400 comprimés psychotropes saisis

UNE QUANTITÉ de 365 comprimés de psychotropes a été saisie et trois personnes impliquées, âgées entre 21 à 29 ans, ont été appréhendées par les services de la sûreté de la wilaya de Tamanrasset, a indiqué hier la cellule de communication relevant de ce corps de sécurité.

Agissant sur informations faisant état d'une bande de trois personnes commercialisant des stupéfiants et de psychotropes au niveau du quartier Gatâa El-Oued, ville de Tamanrasset, les services de police ont dressé une souricière aux mis en cause

et les ont arrêtés en flagrant délit, a-t-on précisé. Les mêmes services ont mis la main, après fouille, sur une quantité de 365 comprimés de psychotropes, d'une quantité de 10 grammes de drogues type (Bango), 2,1 grammes de kif traité, des armes blanches et d'une somme d'argent, a fait savoir la cellule de communication de la sûreté de la wilaya. Les trois individus arrêtés ont été présentés devant l'instance judiciaire locale qui a ordonné leur placement en détention préventive, selon la même source sécuritaire.

Séisme en Italie

300 morts et 460 répliques enregistrées

UN TOTAL de 460 répliques ont été enregistrées depuis le violent séisme de magnitude 6,2 sur l'échelle de Richter qui a frappé, dans la nuit de mardi à mercredi, le centre de l'Italie où plusieurs localités ont été partiellement détruites, a indiqué jeudi la Protection civile italienne. Selon des données fournies lors d'une conférence de presse durant laquelle un nouveau bilan de ce séisme a été fourni (247 morts), la Protection civile fait savoir que les services de secours, dont 1 000 de ses éléments et 400 unités de l'armée, épaulés par des milliers de policiers et carabinieri ainsi que des volontaires, poursuivent leurs efforts pour retirer des décombres d'éventuels survivants et des personnes décédées et prêter assistance à des milliers de sans-abris. Entre-

temps, le gouvernement italien a annoncé la tenue dans l'après-midi d'une réunion pour évaluer la situation et prendre les mesures qui s'imposent. Selon les médias transalpins, le gouvernement devrait déclarer l'état d'urgence dans les prochaines heures dans les zones dévastées par le séisme et donnera son

aval pour débloquer 234 millions d'euros du Fonds pour l'urgence nationale. L'Italie est régulièrement touchée par des tremblements de terre car elle s'étend sur plusieurs plaques tectoniques. Les séismes les plus meurtriers qui ont frappés l'Italie ont été le tremblement de terre du 28 décembre 1908 dans le détroit de Messine (sud), qui a fait environ 95.000 morts entre les villes de Messine et Reggio de Calabre, et celui du 13 janvier 1915, qui a fait 30 000 morts dans la région des Abruzzes.

Le chef-lieu de cette dernière région, l'Aquila, avait été une nouvelle fois dévasté en 2009 par un violent séisme qui avait fait 300 morts.

Chine

Un pilote tué dans un accident d'avion acrobatique

LE PILOTE d'un avion acrobatique a été tué après que l'avion s'est écrasé au sol lors d'une démonstration de vol hier matin dans la province du Gansu (nord-ouest), selon l'organisateur de l'événement. Le crash survenu dans la ville de Zhangye a causé la mort du pilote mais n'a causé aucune autre victime au sol. Aucun détail supplémentaire n'est connu pour l'instant.

France

le conseil d'Etat annule l'interdiction de burkini



Loumis

Djalou@hotmail.com

Conférence de presse du sélectionneur national, Milovan Rajevac

«J'aimerais bien débiter par une victoire face au Lesotho»

■ Le nouveau coach de la sélection nationale de football, Milovan Rajevac, a tenu hier à la salle de conférences du complexe olympique une conférence de presse qui précède son premier véritable test avec ce stage qui sera organisé à partir de ce 29 août pour préparer le match comptant pour la dernière journée des éliminatoires de la CAN 2017 du Gabon.

Par Mahfoud M.

Il indiquera, tout de go qu'il aimerait bien débiter par une victoire face au Lesotho le 4 septembre prochain. «Pour moi, chaque match à son importance. Ce sera le cas contre le Lesotho, dans la mesure où il s'agira de ma première sortie avec les Verts. J'espère réaliser une belle victoire», a souligné le successeur du français, Christian Gourcuff. Pour ce qui est des critères fixés pour la convocation des joueurs pour ce premier match à la tête des Verts, Rajevac avouera qu'il s'était appuyé sur les membres de l'ancien staff dont certains ont été gardés, à l'image de Neghiz et Mansouri surtout que ces derniers connaissent bien le groupe. Par ailleurs et même si cette rencontre contre le Lesotho, la dernière dans les qualifications de la CAN, sera la seule au menu des Verts avant d'affronter le Cameroun le mois suivant pour le compte de la première journée de la phase de poules des éliminatoires du Mondial-

2017, l'entraîneur national n'a pas l'intention d'en faire une répétition générale en vue du match face aux Lions indomptables. «L'équipe type qui sera alignée contre le Lesotho ne sera pas forcément celle qui débitera le match face au Cameroun. Plusieurs paramètres entrent en jeu avant d'établir un onze de départ», a-t-il expliqué. Rajevac a réitéré en outre qu'il était «heureux» de prendre les commandes techniques de l'équipe nationale, tout en s'engageant de faire tout son possible pour réussir les objectifs assignés, un message qu'il va transmettre à ses joueurs lors de sa prise de contact avec eux, dès lundi au Centre technique de Sidi Moussa (Alger), a-t-il souligné.

Il relèvera que ce match face au Lesotho lui permettra de connaître un peu plus le groupe et découvrir le niveau de tous les joueurs. «Le match face au Lesotho va nous permettre de découvrir nos points forts et nos points faibles. C'est grâce à mon staff que j'ai réussi à établir la liste des joueurs convoqués pour le match face au Lesotho, vu que je ne connais pas tous les joueurs de l'EN. Je ne peux pas faire de commentaire sur des joueurs comme Cadamuro ou Tahrat. On aura par la suite le temps de juger le rendement de chacun de nos éléments.»

Pour ce qui est de la domiciliation du match, Rajevac déclarera : «En principe, nous allons jouer au stade Mustapha-

Tchaker, mais nous ne savons que ce que nous réserve l'avenir. Tout le monde veut jouer dans un grand stade comme le 5-Juillet, mais si les résultats sont à la hauteur à Blida, pourquoi donc changer de stade.»

M. M.

Communiqué

DANS le cadre l'application du programme de visite d'inspection et de travail au profit des structures de la Protection civile arrêté pour le 2^e semestre de l'année 2016, le directeur général de la Protection civile, le colonel Lakhdar El Habiri accompagné des cadres centraux de la direction générale de la Protection civile s'est déplacé hier à la wilaya d'Adrar, pour une visite de travail et d'inspection de trois jours, afin de s'enquérir de l'état d'avancement des différents projets en cours de réalisation pour l'amélioration de la couverture opérationnelle, et de s'informer sur les conditions de travail des effectifs au niveau des différentes unités de la DPC de cette wilaya. La wilaya d'Adrar dispose actuellement de 08 unités d'intervention, dont une unité principale et 07 unités secondaires. L'effectif global de la direction de la Protection civile de la wilaya d'Adrar est de 707 fonctionnaires tous grades confondus.